

Les inconsistances de Madame Consommation et de Monsieur Prix

Une chance pour la démocratie économique!

Le 22 février dernier, deux membres connus du Parti socialiste suisse (PSS), Simonetta Sommaruga et Rudolf Strahm, publiaient un opus pour ›moderniser‹ la Suisse¹. A peine préméditée, cette sortie de presse s'opérait alors que le PSS débutait quelques jours plus tard un débat sur sa ligne en matière politique économique. Un joli coup donc, plutôt réussi, du moins si l'on juge par la holà médiatique qui a suivi dans la presse suisse romande². Il n'en reste pas moins que si l'on prend le temps de l'analyse, l'aspect novateur des propositions de S. Sommaruga et R. Strahm reste inversement proportionnel au bruit médiatique déclenché. Recourir à la saine concurrence pour créer des emplois ou passer à une imposition via un taux fiscal unique (flat tax) n'a rien de très révolutionnaire, sauf à considérer les penseurs libéraux classiques ou Ronald Reagan comme de dangereux pèlerins du socialisme.

Bien plus que cela, ce sont surtout les ›fausses bonnes idées‹ qui dérangent et qu'il s'agit ici de critiquer. Une critique pour montrer en quoi les réformes que proposent S. Sommaruga et R. Strahm ont le goût amer de contre-réformes violemment antisociales, mais aussi une critique pour démontrer l'existence d'alternatives, en particulier celle de la démocratie économique. Ce projet de la démocratie économique revêt aujourd'hui un caractère exemplaire. Il représente une matrice possible à l'action des mouvements anti-capitalistes, en Suisse et ailleurs. Mieux, il ouvre la voie au fondement d'un socialisme moderne, humain et libertaire. Un projet pour faire mentir ceux et celles qui croient qu'aucune alternative n'existe et préfèrent se reconforter en se fixant sur les effets de manche de Madame Consommation et de Monsieur Prix.

Entre un consensus banal et quelques fausses bonnes idées

En 2001 déjà, toujours en conférence de presse, S. Sommaruga lançait son premier manifeste de

Philipp Müller

1974, historien, membre de la rédaction du mensuel d'opinions socialistes ›Pages de gauche‹, du comité directeur du PSS et du Cercle d'Olten des socialistes de gauche.

Yves Steiner

1973, politologue, membre de la rédaction de ›Pages de gauche‹, assistant/doctorant au Centre Walras Pareto (Université de Lausanne), chercheur associé à la C.E.A.T. (EPFL).

gauche ›réformiste‹ au Gurten. En 2005, l'objectif de la conseillère aux Etats bernoise et de son mentor R. Strahm reste le même: parler franchement des problèmes que connaît ce pays et formuler des propositions de réformes concrètes. Objectif partiellement atteint. Certes, nos deux auteurs couvrent bien des thèmes et donnent une kyrielle d'informations, histoire de se faire une assez bonne idée de l'état de la Suisse aujourd'hui. Reste que du côté propositionnel, nos deux apôtres de la libre concurrence enfoncent, avec violence, des portes ouvertes tout en présentant leurs idées comme d'authentiques panacées, quoique simplement et franchement de droite.

Qu'une formation de qualité soit indispensable, que la pauvreté soit insupportable et qu'il faille se battre pour des salaires minimaux et contre le travail au noir, que l'AVS doive être renforcée et que l'écologie soit centrale pour l'avenir de l'humanité, tout le monde à gauche en convient. Toutefois, ce consensus banal tourne au vinaigre par rapport à deux questions pourtant essentielles: la fiscalité et le service public.

L'idée plate de la flat tax

Leur première fausse bonne idée ›novatrice‹ n'est en fait pas entièrement assumée par Madame consommation et Monsieur prix tant elle sent le souffre néo-conservateur. Lancée il y a une bonne vingtaine d'années par des économistes proches de feu Ronald Reagan, la revendication d'un taux fiscal unique a été récemment développée dans la Weltwoche, journal alémanique relais de l'Union démocratique du centre (UDC). Le projet est simple: supprimer la progressivité de l'impôt, introduire un seuil minimal à partir duquel on passe à la caisse et prévoir des ristournes pour les pauvres ne disposant pas d'un revenu suffisant. La conséquence l'est également: plus question de taxer les contribuables en fonction de leur niveau de revenu et donc supprimer toute volonté de faire de l'impôt un moyen de redistribution effectif des richesses.

Dans leur argument, S. Sommaruga et R. Strahm hésitent et déclarent que seulement si la droite entre en matière sur certaines concessions, la gauche social-libérale pourrait soutenir pareil ›taux proportionnel‹. L'ennui actuel est, disent-ils, que les hauts salaires et les grandes fortunes peuvent frauder les pouvoirs publics car il existe trop de lacunes dans la législation et le secret bancaire protégeant ceux qui ont quelque chose à cacher. Pour résoudre ce problème qui est aussi vieux que l'est la fiscalité moderne, il faudrait une harmonisation fiscale et la pénalisation de l'évasion fiscale. Bref, pour combattre la fraude et augmenter les recettes de l'Etat, il faut amener ceux et celles qui défendent les intérêts des fraudeurs à accepter de voter des dispositions de lutte contre la frau-

de afin que la gauche social-libérale admette le principe de la flat tax et combatte la progressivité de l'impôt.

Cette proposition pour le moins percutante témoigne de l'acharnement avec lequel R. Strahm notamment défend contre vents et marées qu'il est possible de s'allier durablement avec une partie de la droite, en particulier sur des sujets aussi cruciaux que la politique financière. Comme le martèlent nos auteurs en fin d'ouvrage: »La concordance ne signifie pas fraternisation, copinage ou fusions, mais des alliances variables en fonction des thématiques. Ce sont elles qui feront avancer notre pays sur des questions décisives. Seulement elles!« (214, traduction libre). Reste que, et sans céder à la polémique gratuite, ce ne sont pas des alliances particulièrement variables qui ont caractérisé le débat fiscal dans ce pays ces quinze dernières années. Cet exemple illustre en fait autre chose. Pour les deux auteurs, la gauche doit se contenter d'un simple rôle d'accompagnateur social-libéral du capitaliste triomphant. Ainsi seulement, elle obtiendra les miettes qu'elle demande aux détenteurs du pouvoir sur le plan de l'éducation, de la santé ou du social.

Quand la libéralisation détruit l'emploi, mais pas le profit

La seconde bonne fausse idée de S. Sommaruga et R. Strahm, c'est la libéralisation du dernier kilomètre dans le secteur des télécoms, une idée qui traîne déjà elle depuis fin 1998 dans les cercles bourgeois et au sein de l'administration fédérale. Mais alors pourquoi faire plier Swisscom et ouvrir l'accès à ce fameux dernier kilomètre à n'importe quel opérateur qui le demanderait? La réponse tient en une phrase: plus de concurrence, donc plus d'emplois. D'ailleurs, l'ouverture du marché des télécoms depuis 1998 a prouvé, selon eux, que la libéralisation crée de l'emploi. Et nos deux modernistes de faire la leçon: »La gauche doit cesser de croire que son rôle est de protéger les anciens employés des PTT qui sont devenus Swisscom; elle doit défendre la capacité de tout un secteur à créer des emplois, chez Orange et Sunrise aussi!« (Le Temps, 23.02.2005). Le hic, c'est que la libéralisation dans le secteur des télécoms a plutôt fait office de tueur de jobs.

En matière de chiffres, il est vrai que les opérateurs de télécoms sont un brin cachottiers. Quant à l'Office fédéral de la communication (OF-COM), l'autorité de régulation du marché des télécoms en Suisse, celui-ci peine à publier ces données, parfois même avec deux ans de retard. Pas d'excuses cependant pour les modernistes dits de gauche. Ces indications chiffrées existent bel et bien, comme dans le domaine de l'emploi. Ainsi, le nombre d'employés chez les trois plus grands opérateurs du pays que sont Swisscom, Sunrise et Orange (près de 90% des places

de travail) a fondu d'environ 2'200 unités entre début 1998, date de la libéralisation, et fin 2004. En sept ans, le secteur a perdu au moins 10% de ses emplois. Ce chiffre ne dit toutefois rien sur la perte nette d'emplois chez ces opérateurs, qui s'élève elle à environ 2700 unités depuis fin 2002. En équivalents plein temps, ce nombre a chuté de 4.8% en 2002, et de 5.3% en 2003. Dans sa Statistique officielle de 2003, l'OF-COM conclut qu'à fin 2003 »le niveau actuel de l'emploi est désormais inférieur à celui qui prévalait en 1998«³. A la décharge de S. Sommaruga et R. Strahm, il est vrai que l'OF-COM tient souvent un discours qui fait la part belle aux baisses de tarifs, déjà moins à la chute du nombre d'emplois dans les télécoms. Cela dit, le constat reste patent: la libéralisation n'a pas créé des emplois, et ça même l'OF-COM le dit.

Ce que cet office fédéral ne dit pas, c'est que la libéralisation a contribué à faire des sous, beaucoup de sous. Là encore, les opérateurs de télécoms sont encore très cachottiers. Du côté de l'OF-COM étrangement, les résultats après impôts des opérateurs de télécoms sur sa Statistique officielle n'apparaissent pas, même en valeur agrégée histoire de protéger la confidentialité de la comptabilité des entreprises concernées. Reste que comme dans le cas de l'emploi, et si l'on se concentre sur les trois principaux opérateurs suisses, quelques indications tombent. En 2003, et pour la première fois de leur courte histoire, Sunrise et Orange ont annoncé des chiffres noirs. Curieuse coïncidence. Ou alors, preuve que les licenciements chez Orange et ceux issus de la fusion DiAx/Sunrise sont tombés à point nommé. Ajouté au profit de Swisscom en 2003, le bénéfice net de ces opérateurs se montait, selon nos estimations, à 1,8 milliards de francs. En 2004, il se situait à près de 2 milliards. Par employé, ce profit net était d'environ 102'000 francs en 2004 contre 43'300 francs en 2002. Au final, et depuis la libéralisation, le profit total engrangé avoisine donc les 16 milliards de francs, soit autant que le prix des nouvelles lignes ferroviaires alpines. Cela dit, une grande part de ce profit – plus de 90% – a fini dans l'escarcelle de la Confédération, principale actionnaire de Swisscom. Mais cela veut surtout dire qu'en cas de libéralisation du dernier kilomètre, donc d'une baisse des revenus de Swisscom, s'opéra une redistribution des profits vers l'actionariat privé des principaux opérateurs de télécoms en Suisse. Et voilà comment, une fois encore, creuser les déficits publics.

Pour S. Sommaruga et R. Strahm, leur combat en faveur de la libéralisation dans les télécoms, ainsi que d'autres de leurs grandes idées, sont un »contre-projet«⁴ (Basler Zeitung, 25.02.2005, p.4) aux thèses d'Avenir Suisse, le think tank des multinationales suisses, et à celles du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Etonnant. Le Seco ou Avenir Suisse dé-

fendraient-ils aujourd'hui et demain le monopole de Swisscom contre la libéralisation du secteur des télécoms? Ce n'est pas vraiment ce qu'Avenir Suisse, amateur de contrevérités, écrit: »dans le sillage de la libéralisation [des télécommunications], l'emploi a augmenté dans l'ensemble de la branche [!] [...] Le dynamisme du secteur des télécommunications montre ce qu'il serait possible de faire pour l'électricité, le gaz ainsi que la Poste et les chemins de fer«⁵. D'où une question: si nos modernistes souscrivent aujourd'hui à la première, mais fausse, partie de l'énoncé, que feront-ils demain pour la seconde?

Le projet des sociaux-libéraux, en matière fiscale ou de service public comme avec les télécoms, doit donc être pris au sérieux. En acceptant le démantèlement du service public et en s'engageant en faveur de véritables contre-réformes fiscales, il vise à séduire un hypothétique centre mou⁵ qu'il attire en faisant appel au porte-monnaie de tout un chacun qui est, il est vrai, grevé par un niveau de prix trop élevé. Or, tout projet socialiste, toute perspective d'affaiblissement réel de la droite dure, celle qui dirige ce pays depuis la nuit des temps, est rejetée sous couvert d'un discours pseudo-musclé sur les soi-disant dysfonctionnements de l'économie capitaliste.

L'ouvrage de S. Sommaruga et R. Strahm a néanmoins un mérite incontestable. Il développe un programme et une vision de la Suisse telle qu'elle devrait être à leurs yeux. Aujourd'hui, les forces de gauche authentiquement socialistes se doivent d'affirmer avec davantage de conviction leur projet de société: celui du respect plein et entier des droits humains et de la démocratie économique. Reste à clarifier pareil projet.

La démocratie économique en débat⁶

Sur cette question, il existe désormais un débat au sein du PSS, lancé par son aile gauche, le Cercle d'Olten des socialistes de gauche (www.socialism.ch), et à ses marges. Un débat qui a notamment trouvé écho dans les pages de la *WochenZeitung*⁷ et celles du *Courrier*⁸. La perspective défendue par les tenants de la démocratie économique trouve ses origines dans l'entre-deux-guerres. Et elle se résume en une phrase: il n'y a pas de démocratie politique réelle sans démocratie économique.

En effet, et alors que le monde économique conditionne notre vie comme aucune autre sphère d'activité, les milieux dirigeants suisses ont, depuis longtemps déjà, réussi à faire croire que »l'économie, c'est eux«. Dans les étages de direction des entreprises, les décisions d'importance se prennent sans le moindre contrôle démocratique. Pourtant, les salarié-e-s sont bien ceux et celles qui produisent les biens et services, et sans leur travail et leur consommation, rien ne se passerait. Contre cette in-

égalité de condition, la démocratie économique vise à une transformation radicale des structures autoritaires et verticales de l'économie. Une idée un peu abstraite, mais qui implique un grand nombre de champs d'action concrets, en entreprise comme sur la place du marché.

Au quotidien, la démocratie économique signifie que la vie matérielle est une affaire dont la gestion doit incomber à la société dans son entier. En effet, sans propriété sociale (coopérative, communale, publique) de biens ou de moyens de production et sans l'introduction de structures participatives égalitaires dans les entreprises, le contrôle démocratique du pouvoir économique est un leurre. Dans cette logique, les conseils d'administration doivent se transformer. Au lieu d'être des instruments aux mains des détenteurs du capital, ils doivent devenir des organes démocratiques de la société. Ce qui signifie qu'il convient ici d'instaurer une représentation paritaire des salarié-e-s, des consommateurs, des pouvoirs publics et (dans le secteur privé) des propriétaires.

Dans cette voie, le renforcement du contre-pouvoir syndical est une nécessité pour que celui-ci, lorsqu'il lutte pour les droits et l'émancipation des salarié-e-s, puisse exercer son rôle charnière en vue de la réalisation de la démocratie économique. Cela inclut un renforcement des droits des commissions d'entreprises, de la protection contre le licenciement des salarié-e-s, en particulier les délégués syndicaux, et de la transparence des comptes d'entreprise. L'élection des cadres inférieurs et moyens et les chefs du personnel par les salarié-e-s d'une entreprise doit être aussi revendiquée. Enfin, il s'agit de lutter pour une humanisation du travail: en assurant une desserte en crèches, cantines, logements d'entreprises autogérés, en réduisant le temps de travail, en limitant au maximum sa pénibilité et en renforçant des éléments de co-gestion des processus de production.

Face à la mondialisation du capital et aux politiques néolibérales, il est essentiel de trouver des formes de contrôle social sur les multinationales. On ne saurait se satisfaire des »codes de conduites« ou autre charte sociale d'entreprise, ni même de normes internationalement reconnues mais affranchies de tout mécanisme de sanction. L'appropriation des moyens de production par un mouvement démocratique venu d'en bas, leur transformation en outils destinés à satisfaire les besoins de tous et toutes constitue ainsi un mot d'ordre international et internationaliste. En Europe par exemple, les conseils d'entreprise européens constituent un point de départ pour un meilleur contrôle des firmes multinationales qui se soustraient à l'interventionnisme étatique sur le plan national.

Ce n'est qu'à partir de ces éléments qu'une discussion sérieuse peut débiter sur la question de la consommation. La démocratie économi-

que implique d'élargir les droits des salarié-e-s mais aussi ceux des consommateurs et consommatrices. En rejetant le soi-disant impératif de la production aveugle pour un marché anonyme, producteurs et consommateurs peuvent s'entendre, au sein d'organisations légitimées démocratiquement, sur la qualité, la quantité et le prix des biens produits. Les exemples existent, à l'image du combat exemplaire mené depuis longtemps par le syndicat paysan suisse Uniterre et la fédération syndicale paysanne mondiale Via Campesina. Les organisations non gouvernementales (ONG) ont elles aussi pu fêter quelques succès lors de campagnes contre des multinationales irrespectueuses (Nestlé, Shell, BP, etc.) ou dans des secteurs spécifiques (campagne Clean Clothes) pour faire entendre leurs revendications en faveur d'une production et d'un commerce justes. Et ici la Suisse a un avantage, dans ce pays où une lointaine tradition de l'organisation »démocratique« de la consommation existe. Aujourd'hui, le commerce de détail est dominé par deux grandes sociétés de consommation dont la structure s'apparente (encore) à une grande coopérative. Comme chacun et chacune peut devenir coopérateur, une réorientation de la Coop et de la Migros ne constitue donc nullement une idée farfelue...

L'entreprise, la consommation, mais aussi le service public. La défense de ce dernier revêt un aspect central. Ce n'est pas un hasard si les néolibéraux prennent pour cible privilégiée les secteurs restants du service public, que ce soit sur le plan national ou au travers d'accords internationaux tel l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Face à ces attaques, il faut renforcer la participation démocratique des salarié-e-s et des usagers dans la définition de ses missions du service public, démocratiser sa gestion interne et surtout l'élargir – par exemple au secteur pharmaceutique ou à l'assurance-maladie.

Un projet unitaire pour la gauche anti-capitaliste

Loin des logorrhées libérales mal assumées par S. Sommaruga ou R. Strahm, la démocratie économique propose un projet global et un objectif: faire reculer la logique du profit capitaliste. Les premiers répondront que cela est utopique. Pourtant, des débuts de réalisation existent. De Zanon en Argentine à Reconvilier dans le Jura, nombreuses et nombreux sont les salarié-e-s qui contestent l'omnipissance patronale. Parallèlement, les associations de consommateurs et de consommatrices ou des organisations écologiques oeuvrent, à leur manière, pour la défense et l'élargissement de la démocratie économique.

La démocratie économique représente aussi un possible dénominateur commun de l'action des mouvements anti-capitalistes. Elle est le

fondement d'un socialisme moderne, humain et libertaire. Les mouvements sociaux, les partis et les ONG devraient s'en souvenir, car depuis la naissance de la gauche, cette dernière a inscrit la revendication d'une démocratie intégrale, et donc aussi économique, sur ses étendards. On mesure ici le niveau de renonciation atteint par nos modernistes. Mais on mesure surtout combien ce mot d'ordre peut à nouveau rassembler les forces et passer à l'offensive. Car une telle offensive est urgente. En lieu et place d'une démocratisation des structures économiques, nous avons assisté ces dernières années à une évolution inverse: la transformation du pouvoir économique en pouvoir politique accaparée par une oligarchie autoritaire. Même dans les pays qui se targuent, comme le fait la Suisse, d'être un berceau de la démocratie, la démocratie institutionnelle en tant qu'acquis politique majeur est en danger. Depuis longtemps, les forces néo-conservatrices ou simplement bourgeoises oeuvrent ouvertement en faveur de son affaiblissement. Pour leur faire face, la démocratisation de l'économie permet de dévoiler les contradictions entre une minorité oligarchique et les droits légitimes de la majorité populaire tout en ouvrant la perspective d'un changement social radical.

- 1 ›Für eine moderne Schweiz, Ein praktischer Reformplan‹. Sommaruga est la présidente de la Fondation pour la protection des consommateurs et conseillère aux Etats bernoise. Strahm est le Surveillant des Prix, ancien conseiller national bernois (1991–2004).
- 2 Les quotidiens 24Heures, l'Agefi, la Liberté ou la Tribune de Genève se sont empressés de rapporter les propos des hérauts de la gauche sociale-libérale, tout en faisant réagir, comme de bien entendu, d'autres membres du PSS. De sorte que le débat qui s'amorçait sur le programme économique de ce parti a été, du moins médiatiquement, lu et capturé au travers des propositions de S. Sommaruga et R. Strahm. Le quotidien Le Temps s'est lui fait le plus sûr relais de ces propositions. Dans ses colonnes, S. Sommaruga devenait l'incarnation d'une «créativité de gauche» avec «le sourire de l'intelligence», bref une «gauche éclairée [qui] a du ressort» (23.02.2005).
- 3 OFCOM, Statistique officielle des télécommunications 2003. Bienne, octobre 2004, 4. Ce qui reste difficile à faire admettre à tout le monde, à commencer par le conseiller fédéral socialiste M. Leuenberger en charge de la libéralisation du dernier kilomètre: »Wir müssen auch sehen, dass hier in der Branche 6000 neue Arbeitsplätze geschaffen wurden. Diese haben alle Arbeitsplätze, die bei der Swisscom abgebaut wurden, kompensiert. Ich muss betonen: Diejenigen Arbeitsplätze, die bei der Swisscom abgebaut wurden, wurden nicht nur wegen des Konkurrenzdruckes abgebaut, sondern auch wegen der technologischen Entwicklung. Das heisst: Ohne die Marktöffnung, ohne die Konkurrenz wäre es zu Arbeitsplatzverlusten gekommen, unter dem Strich ist es jedoch nicht dazu gekommen« (Bulletin officiel, Conseil des Etats, 07.06.2005).
- 4 Basler Zeitung, 25.2.2005, p. 4.
- 5 Avenir Suisse, Cavalier Seul, Labor et Fides, 2003, 112.
- 6 Ce que le syndicaliste repent, et chroniqueur au quotidien Le Temps, Beat Kappeler, appelle de ses vœux en commentant l'ouvrage de S. Sommaruga et R. Strahm: »Il faudra peut-être attendre un prochain congrès, lorsque la génération des 30-35 ans dira à ces vieux idéologues de dégager le terrain, pour qu'enfin les socialistes réalisent qu'ils ont une chance de gouverner avec la droite éclairée« (Le Temps, 24.02.2005).
- 6 Cette partie a bénéficié des apports cruciaux d'Adrian Zimmermann.
- 7 WoZ, 21.10.2004 et 11.11.2004.
- 8 Le Courrier, 18.1.2005